

**Mercredi 1 juillet 2009 - AFP**

**Cité U d'Antony: Huchon (PS) demande un plan concerté de rénovation**

Le président PS du Conseil régional d'Ile-de-France Jean-Paul Huchon a demandé mercredi le lancement d'un plan concerté de rénovation de la cité universitaire d'Antony (Hauts-de-Seine) et a regretté "qu'aucune réhabilitation n'ait été engagée".

Dans un communiqué mercredi, M. Huchon, "prenant connaissance des actions menées actuellement par les résidents de la cité universitaire d'Antony et le syndicat étudiant Unef, réaffirme sa volonté de voir rapidement lancé un plan de réhabilitation global et concerté de la résidence universitaire Jean Zay".

Il souligne qu'une réhabilitation "figurait au contrat de plan 2000-2006".

M. Huchon rappelle que "la Région a inscrit à titre exceptionnel, au budget 2008, 2 millions d'euros de crédits pour la réhabilitation des bâtiments de la résidence d'Antony" et que cet engagement financier a été renouvelé en 2009 pour "accélérer la mise en place effective d'un plan de financement de la réhabilitation universitaire Jean Zay".

Il fait valoir que "l'avenir de cette résidence, qui regroupe plus de 2.000 places soit plus de 15% du logement social étudiant des académies d'Ile-de-France, représente un véritable enjeu d'intérêt régional".

Selon lui, "les inquiétudes légitimes des résidents et des organisations étudiantes sur d'éventuels projets de destruction de la résidence d'Antony doivent être levées par la Communauté d'agglomération des Hauts des Hauts-de-Bievre (CAHB)", propriétaire de la résidence depuis janvier 2009.

Le lancement de travaux sur une partie des bâtiments nécessite une "clarification préalable de l'ensemble des acteurs concernés (Etat, CROUS, CAHB) et des garanties sur le maintien d'une offre équivalente de logements sociaux pour les étudiants", ajoute-t-il.

Plusieurs dizaines de militants du syndicat étudiant Unef se sont mobilisés mercredi matin à la cité universitaire d'Antony pour empêcher le début des travaux sur l'un des bâtiments dont ils craignent la destruction.

---

**Mercredi 1 juillet 2009 - AFP**

**Des militants de l'Unef retardent le début des travaux de la Cité U d'Antony**

Plusieurs dizaines de militants du syndicat étudiant Unef se sont mobilisés mercredi matin à la cité universitaire d'Antony (Hauts-de-Seine) pour empêcher le début des travaux sur l'un des bâtiments dont ils craignent la destruction, a constaté un journaliste de l'AFP.

Pendant quelques minutes, les militants ont formé une chaîne humaine devant l'entrée du bâtiment C (550 chambres), situé en face d'un commissariat, puis ils se sont passé de main en main les parpaings qui devaient servir à murer certains accès du bâtiment et les ont jetés dans une benne à ordures.

Les étudiants, logés dans ce bâtiment, ont récemment été informés par le Crous de Versailles qu'ils devaient évacuer leurs chambres cet été, pour des travaux dont la nature et l'ampleur n'ont pas été précisées.

"Il y a de vraies craintes pour la sécurité, car le bâtiment est très vétuste. Mais tous les étudiants qui étaient réadmis l'année prochaine se sont vu proposer une solution de relogement", a déclaré à l'AFP la directrice du Crous de Versailles, Françoise Bir.

Georges Siffredi (UMP), président de la communauté d'agglomération des Hauts-de-Seine (CAHB), à qui la propriété de la résidence a été transférée au mois de janvier par l'Etat, avait expliqué à l'AFP à la mi-juin qu'il était "très probable que ce bâtiment (serait) détruit", car "il est en très mauvais état."

"Nous ne voulons pas que ce bâtiment soit détruit, nous voulons qu'il soit rénové", a expliqué la secrétaire générale de l'Unef, Anna Melin.

Les défenseurs de la cité U, l'une des plus grandes d'Europe (2.100 chambres) mettent en avant les prix abordables des loyers (de 130 à 220 euros mensuels), malgré l'exiguïté des chambres (10 m<sup>2</sup>).

"Ces chambres sont petites, mais leur prix, c'est ce qui permet à des étudiants de se loger sans travailler au McDo", a expliqué une étudiante logée dans le bâtiment C, qui a tenu à rester anonyme.

Le président de la CAHB et le maire UMP d'Antony, Jean-Yves Senant, souhaitent une restructuration massive qui se solderait par des démolitions et la reconstruction de résidences plus petites sur d'autres sites des Hauts-de-Seine, avec des chambres de 18 m<sup>2</sup>.